

Marseille, la fin d'un système politique ?

Vincent Geisser

Recensé : Michel Peraldi et Michel Samson, *Marseille en résistances. Fin de règnes et luttes urbaines*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2020, 228 p.

Un an après les élections municipales, le dernier ouvrage de Michel Peraldi et Michel Samson montre comment les effondrements meurtriers d'immeubles de la rue d'Aubagne à Marseille ont précipité la chute d'un système de gouvernement et ouvert un espace de mobilisation inédit.

Quinze ans après *Gouverner Marseille* (2006), le dernier ouvrage de Michel Peraldi et Michel Samson étudie les transformations contemporaines du gouvernement de la cité phocéenne, dans le contexte de la séquence ouverte par les effondrements de la rue d'Aubagne le 5 novembre 2018 et par les évacuations massives d'immeubles en péril qui s'en sont suivies. *Marseille en résistances* est l'œuvre de deux chroniqueurs érudits de la vie publique marseillaise : Michel Peraldi, directeur de recherche émérite au CNRS et auteur de nombreux écrits sur les circulations migratoires et les dynamiques urbaines en Méditerranée, et Michel Samson, ancien correspondant local du journal *Le Monde* et réalisateur de plusieurs documentaires, considérés comme des fragments de la mémoire politique marseillaise. C'est donc dans un registre éditorial hybride que s'inscrit ce nouveau livre, visant à marier la rigueur de l'analyse du sociologue à l'expérience « tout terrain » du correspondant de presse, dans une écriture qui traduit souvent une connaissance fine des sociabilités politiques marseillaises et une proximité avec de nombreuses figures locales rencontrées au fil des enquêtes scientifiques et journalistiques. À ce titre, l'ouvrage constitue moins une approche ethnographique des mobilisations sociales et des luttes urbaines – comme l'annoncent pourtant les auteurs dans l'introduction – qu'une réactualisation de leur sociologie des élites marseillaises, montrant comment l'onde de choc suscitée par « l'événement du 5 novembre » est venue renforcer des transformations politiques plus profondes de l'administration de la ville, comme la féminisation du champ politique local et la privatisation des logiques clientélares (Mattina 2004 et 2016).

La ville comme théâtre politique

S'inspirant à la fois des travaux sur le rôle des émotions dans les mobilisations sociales (Traïni 2009 et 2015) et les mises en scène du politique, les auteurs analysent tout d'abord le travail symbolique de deuil et de théâtralisation autour du drame survenu le 5 novembre 2018 dans la rue d'Aubagne¹, située dans le quartier populaire et cosmopolite de Noailles, dans l'hypercentre de Marseille. L'événement dramatique a révélé à la fois des défaillances d'un système de gouvernement local, qui suscite une méfiance croissante auprès des habitants, et catalyse de nouvelles formes de protestations et de transformations du champ politique marseillais amorcées depuis plusieurs années. Toutefois, l'événement du 5 novembre joue davantage le rôle de cadre narratif d'un essai sociologique sur les modes de gouvernance locale qu'il n'est analysé en lui-

¹ L'effondrement, le 5 novembre 2018 à 9 heures, de deux immeubles aux numéros 63 et 65 de la rue d'Aubagne, dans le 1^{er} arrondissement de Marseille, provoque le décès de huit personnes qui seront retrouvées ensevelies dans les décombres.

même : il est présenté comme une rupture favorisant l'émergence de nouveaux rapports à la citoyenneté et un renouvellement des sociabilités militantes. On peut regretter que l'ouvrage ne s'attarde pas davantage sur les trajectoires biographiques des acteurs protestataires qui forment autour du Collectif du 5 novembre une coalition hétéroclite. Celles-ci auraient permis d'éclairer les débats et les dissensions qui ont émergé au sein du mouvement. En effet, celui-ci est composé de « néo-Marseillais » issus des classes moyennes et supérieures, arrivés récemment dans la commune, de sympathisants de gauche et d'extrême gauche orphelins des partis politiques, de militants de la cause écologiste, de « repentis » de la politique partisane en reconversion (anciens du Parti socialiste), de syndicalistes, d'activistes des luttes urbaines des vingt dernières années, de leaders associatifs issus des migrations postcoloniales ou encore d'étudiants affectés par le caractère dramatique de l'événement.

Si le livre donne à voir ce phénomène de « cristallisation émotionnelle » par l'événement, qui a permis l'émergence d'une nouvelle coalition protestataire et la possibilité d'envisager une alternance politique à l'échelle de la ville, les auteurs restent assez discrets sur les contradictions et les tensions qui ont traversé le fonctionnement des différents « collectifs citoyens » de 2018 à 2020. Le cosmopolitisme affiché par les acteurs en lutte contre une politique municipale jugée inégalitaire et discriminatoire (mandats Gaudin 1995-2020) n'efface pas les clivages à la fois sociaux et territoriaux qui donnent le sentiment à certains que le malheur des uns sert surtout la cause des autres. Nos propres observations de terrain (Geisser et Nadjar 2021) tendent à montrer que la nouvelle rhétorique protestataire peut parfois être vécue par certains militants issus des quartiers populaires comme l'expression d'une forme de paternalisme reproduisant le « Eux et Nous ». En effet, la théâtralisation du politique par le registre émotionnel ne supprime pas complètement la disparité des expériences sociales et des ressentis politiques, certains militants ayant le sentiment d'être traités davantage comme spectateurs que comme acteurs. Ceux-là partagent le constat critique que c'est parce que le drame s'est produit au centre-ville dans une rue en pleine transformation, marquée entre autres par la création de nouveaux commerces à destination des classes supérieures et des touristes (la « vitrine bobo » du Marseille cosmopolite), que la cause est devenue pleinement légitime, suscitant l'intérêt des médias et des leaders d'opinion. Que serait-il advenu si l'effondrement des immeubles avait eu lieu dans les quartiers nord ?

M. Peraldi et M. Samson n'éludent pas totalement ces tensions internes mais ont parfois tendance à les ramener à la question de l'abstention électorale (l'incapacité des collectifs citoyens à mobiliser les électeurs des quartiers populaires), alors que celles-ci se manifestent au cœur même des mouvements protestataires. Ceux-ci apparaissent clivés entre, d'un côté, des militants issus des classes moyennes supérieures plutôt « blanches » (professions intermédiaires, professions intellectuelles, avocats, architectes, urbanistes, etc.) et, de l'autre, des militants racisés qui restent majoritairement cantonnés dans les métiers du social, de l'associatif et de l'animation culturelle. Ce clivage méritait d'être davantage discuté dans le livre, d'autant plus qu'il a vocation à perdurer, y compris dans la gouvernance municipale inaugurée par la nouvelle majorité issue du « Printemps marseillais² », dans laquelle l'essentiel des postes clefs est détenu par les professions intellectuelles et libérales liées aux métiers de la ville, dont de nombreuses femmes.

La montée des femmes sur les scènes publiques marseillaises

Parmi les évolutions récentes mises en évidence par le livre, l'une des plus significatives est sans doute le processus de féminisation du champ politique local : « Quasiment absentes, ou présentes de manière exceptionnelle dix ans plus tôt, elles étaient maintenant nombreuses y compris à des positions de pouvoir et de décision » (p. 19). Sur ce plan, M. Peraldi et M. Samson ont vu juste : à peine quelques mois après la sortie de leur ouvrage, une femme, Michèle Rubirola, était élue pour la

² La dynamique d'alternance politique enclenchée autour de « Printemps marseillais » apparaît comme l'aboutissement d'une série de luttes urbaines autour du drame de la rue d'Aubagne et par les mobilisations citoyennes dénonçant l'état de délabrement des écoles publiques gérées par la municipalité.

première fois dans l'histoire de Marseille à la tête de la mairie. Anticipant le changement dans les rapports de genre à l'échelon local – au moins au niveau de la représentation politique – les auteurs rendent compte du suivi des trajectoires et des activités de personnalités politiques féminines qu'ils réalisent depuis plusieurs années. Ces femmes proviennent d'horizons sociaux, politiques et culturels divers : Martine Vassal, héritière d'une famille d'entrepreneurs et nouvelle cheffe de file de la droite locale ; Alexandra Louis, avocate rentrée en politique au bénéfice de la « vague macroniste » et députée de La République en Marche (LREM) ; Sophie Camard, la militante « tout terrain », passée par l'extrême gauche et l'écologie politique, leader local de La France Insoumise (LFI) ; et Nassera Ben Marnia, ancienne présidente de l'Union des familles musulmanes, suppléante du député socialiste Patrick Menucci et très active dans le Collectif du 5 novembre. Refusant de céder à une quelconque forme d'essentialisme du genre (les supposées qualités innées de la femme), les auteurs montrent que cette féminisation de la politique locale va bien au-delà de la progression numérique des femmes dans les postes de pouvoir : elle est révélatrice de l'émergence à Marseille de nouvelles façons de « faire de la politique », fondée davantage sur la médiation, la négociation et la capacité à développer des relations pacifiées avec les décideurs et les citoyens ordinaires. En ce sens, la féminisation de la politique marseillaise constitue à la fois une cause et un symptôme du dépérissement des modes politiques anciens, où jusqu'à récemment la « virilité » (Arambourou et Paoletti 2013) était considérée comme une vertu cardinale et un facteur d'intégration aux sphères du pouvoir local. Toutefois, il convient de tempérer l'optimisme égalitariste des auteurs car cette féminisation de la politique marseillaise n'est pas forcément synonyme d'anticonformisme et d'une plus grande diversification sociale des élites locales, loin de là. La démission après six mois de mandat de la nouvelle maire, Michèle Rubirola, au profit de son premier adjoint socialiste, Benoît Payan, souligne la fragilité de ce processus de féminisation de la politique locale. De plus, les figures féminines les plus en vue de la droite locale sont loin d'incarner cet idéal d'égalité : la parlementaire Valérie Boyer (Les Républicains) instrumentalise très largement les thématiques identitaires et sécuritaires, chassant sur les terres de l'extrême droite, et Martine Vassal, présidente de la Métropole et du Conseil départemental, est représentative du milieu des élites entrepreneuriales, marquant le passage du clientélisme municipal à la privatisation de la politique locale.

Du clientélisme urbain à la privatisation du politique ?

Fidèles à leur thème fétiche (la sociologie des élites locales), M. Peraldi et M. Samson osent une montée en généralité sur les ressorts sociaux et économiques de la gouvernance urbaine, développant l'hypothèse stimulante du passage d'un « clientélisme de répartition » à une « pratique politique de la privatisation », où l'essentiel des ressources des élus ne provient plus de la manne des services publics mais du monde entrepreneurial (p. 91). Cette évolution ne relève pas nécessairement d'un projet politique pensé et orchestré par les élites locales, mais constitue davantage le symptôme d'une transformation de la société urbaine postindustrielle, où « les formes multiples de l'entrepreneuriat dominant, symboliquement et parfois pratiquement, l'économie locale » (p. 92).

L'hypothèse de la privatisation du politique est féconde. Toutefois, on peut se demander si, plutôt que d'envisager le passage radical d'un type de gouvernance urbaine à un autre, il n'est pas en train de s'opérer une recomposition du clientélisme urbain où les patrons politiques, qui tiraient l'essentiel de leurs ressources financières et symboliques des emplois, des services et des logements publics, ne sont pas désormais remplacés par des « patrons entrepreneurs » (Scala 2015), dont les ressources clientélares proviennent du capital privé (promesses d'embauches, de partenariats public/privé et de création d'entreprises dans l'aire métropolitaine). Sur ce plan, on assiste à la fois à un brouillage des frontières entre champ politique et champ économique, et au développement de transactions collusives entre élus et représentants des milieux d'affaires.

Mais qui tire véritablement les ficelles du pouvoir local ? L'élection d'une nouvelle majorité municipale en juillet 2020 (« Printemps marseillais »), composée d'élites issues des professions intellectuelles, de cadres de la fonction publique, de représentants des milieux culturels et de dirigeants associatifs (Cassely et Manternach 2020), est-elle susceptible de remettre en cause, sinon de ralentir, ce processus de privatisation de la politique locale ? Ou doit-on considérer que le pouvoir local échappe désormais, en grande partie, à la sphère municipale, qui ne remplirait plus qu'une fonction de représentation symbolique (le prestige mayoral, la nostalgie du territoire communal, la force mobilisatrice de « l'identité marseillaise », etc.), en raison des processus de métropolisation et d'internationalisation de la ville, consacrant l'hégémonie d'une gouvernance urbaine entrepreneuriale, où les véritables patrons politiques seraient aussi des patrons dans le monde de l'entreprise et des affaires ? On peut dès lors se demander quelle est la portée des luttes urbaines sur les rapports de force qui se jouent au sein du gouvernement local. Le fait que les auteurs du livre éludent en partie la réponse à cette question traduit probablement chez eux une forme de réalisme sociologique quant à la capacité et à la volonté des anciennes et nouvelles élites marseillaises à transformer une alternance politique en changement radical des modes de gouvernance urbaine.

Bibliographie

- Arambourou, C. et Paoletti, M. 2013. « La virilité mise à mâle », *Travail, genre et sociétés*, n° 29, p. 149-152. Disponible en ligne à l'URL suivant : www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2013-1-page-149.htm.
- Cassely, J.-L. et Manternach, S. 2020. « Comment la gauche néo-marseillaise a éjecté la bourgeoisie locale ? », rubrique « Démocratie », Fondation Jean Jaurès [en ligne]. URL : <https://jean-jaures.org/nos-productions/comment-la-gauche-neo-marseillaise-a-ejecte-la-bourgeoisie-locale>.
- Duport, C., Peraldi, M. et Samson, M. 2015. *Sociologie de Marseille*, Paris : La Découverte.
- Geisser, V. et Nadjar, A. 2021. *Phocée contre fossés. Une nouvelle ère politique à Marseille ?*, documentaire, à paraître.
- Mattina, C. 2004. « Mutations des ressources clientélares et construction des notabilités politiques à Marseille (1970-1990) », *Politix*, n° 67, p. 129-155. Disponible en ligne à l'URL suivant : www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_2004_num_17_67_1627.
- Mattina, C. 2016. *Clientélismes urbains. Gouvernement et hégémonie politique à Marseille*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Peraldi, M. et Samson, M. 2006. *Gouverner Marseille. Enquête sur les mondes politiques marseillais*, Paris : La Découverte.
- Scala, M. 2015. « Clientélisme et contestation : l'exemple de la mobilisation des travailleurs de Spinneys au Liban », *Confluences Méditerranée*, n° 92, p. 113-123. Disponible en ligne à l'URL suivant : www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2015-1-page-113.htm.
- Traïni, C. (dir.). 2009. *Émotions... Mobilisation !*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Traïni, C. (dir.). 2015. *Émotions et expertises. Les modes de coordination des actions collectives*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Vincent Geisser est chargé de recherche au CNRS, à l'Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans (IREMAM-AMU), enseignant à Sciences Po Aix, président du Centre d'information et d'études sur les migrations internationales (CIEMI), directeur de publication de la revue *Migrations Société*. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages : avec Michel Camau, *Le Syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, (Presses de Sciences Po, 2003) ; *Habib Bourguiba. La trace et l'héritage* (Karthala, 2004) ; *La Nouvelle Islamophobie* (La Découverte,

2003) ; *Marianne & Allah. Les politiques français face à la « question musulmane »* (La Découverte, 2007) ; avec El Yamin Soum, *Discriminer pour mieux régner. Enquête sur la diversité dans les partis politiques français* (Les Éditions de l'Atelier, 2008) ; avec Michaël Béchir-Ayari, *Renaissances arabes : 7 questions clés sur des révolutions en marche* (Les Éditions de l'Atelier, 2011) ; avec Amin Allal, il a dirigé l'ouvrage *Tunisie : une démocratisation au-dessus de tout soupçon ?* (CNRS Éditions, 2018).

Pour citer cet article :

Vincent Geisser, « Marseille, la fin d'un système politique ? », *Métropolitiques*, 15 mars 2021.
URL : <https://metropolitiques.eu/Marseille-la-fin-d-un-systeme-politique.html>.